



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 22 Mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LACTINOV**

ZI - Route de Vauchelles  
80100 Abbeville

Code AIOT : 0005101699

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement LACTINOV implanté ZI - Route de Vauchelles 80100 Abbeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LACTINOV
- ZI - Route de Vauchelles 80100 Abbeville
- Code AIOT : 0005101699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LACTINOV ABBEVILLE exploite, sur le territoire de la commune d'Abbeville, une installation de transformation et de commercialisation de produits laitiers et ses dérivés, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/01/2007 modifié.

## Thèmes de l'inspection :

- Prélèvements d'eau et sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 29/03/2007, article 2	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 29/03/2007, article 2	Sans objet
3	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 29/03/2007, article 3	Sans objet
4	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 07/03/2011, article 2.2	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 4.2.2	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les actions de réduction des prélèvements d'eau mises en place depuis plusieurs années sur le site. Ces niveaux de prélèvements sont suivis par l'exploitant. Dans le cadre de l'action régionale sur les prélèvements d'eau et la sécheresse, l'inspection des installations classées va prescrire la réalisation d'une étude technico-économique visant l'optimisation de la gestion de l'eau sur le site. La visite d'inspection a été l'occasion de l'évoquer.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/03/2007, article 2										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Besoins en Eau										
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Le débit de prélèvement d'eau, en provenance du réseau d'adduction d'eau potable, calculé sur une moyenne hebdomadaire est limité à 1200 m³/j. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</i>										
<b>Constats :</b>  Les déclarations GERE de l'établissement des dernières années ont été consultées et font état des valeurs de prélèvement suivantes (en m³) :										
<table><tr><th>2018</th><th>2019</th><th>2020</th><th>2021</th><th>2022</th></tr><tr><td>409 394</td><td>364 414</td><td>492 282</td><td>495 448</td><td>427 809</td></tr></table>	2018	2019	2020	2021	2022	409 394	364 414	492 282	495 448	427 809
2018	2019	2020	2021	2022						
409 394	364 414	492 282	495 448	427 809						
L'exploitant a précisé en séance qu'en 2023 les niveaux de prélèvements ont été de 413 068 m³.										
On constate qu'en 2019 le niveau de prélèvement avait fortement diminué. L'exploitant l'a expliqué par une activité moindre cette année-là, et notamment une production plus faible de produits infantiles, très consommatrice d'eau. La diminution de prélèvements entre 2021 et 2022, qui s'est poursuivie en 2023, s'explique, elle, par plusieurs actions de réductions des prélèvements mises en place sur le site qu'a détaillées l'exploitant en séance :										
- installation d'une vingtaine de compteurs de mesures sur le site pour affiner la connaissance des niveaux de consommation ; - mise en place d'une tour de refroidissement adiabatique en 2021 : réduction de prélèvement d'environ 15 000 m³/an - mise en place en juillet 2022 de groupes de travail afin d'optimiser et sécuriser les dispositifs de nettoyages en place qui ont permis d'aboutir à une réduction d'environ 50 000 m³/an en 4 phases avec deux prestataires successifs :										
* 1 <sup>ère</sup> phase : réduction des temps de rinçage intermédiaires et finaux, modification des fréquences et types de nettoyage : gain de 27 000 m³/an * 2 <sup>ème</sup> phase : ajout de nouveaux programmes de lavages des objets avec un statut « propre » afin d'éviter les rinçages inutiles : gain de 15 000 m³/an * 3 <sup>ème</sup> phase (en 2023) : optimisation des nettoyages sur la partie UHT du process (réduction du temps de rinçage final) : gain de 5825 m³/an * 4 <sup>ème</sup> phase (encore en cours) : poursuite de l'optimisation des rinçages et audit sur la façon de stériliser : gain attendu de l'ordre de 4750 m³/an										
- réparation de 6 fuites en 2022 : réduction de 15 000 m³/an.										
Via le suivi détaillé au point de contrôle n°2, l'exploitant ne suit pas la consommation journalière, en moyenne hebdomadaire). Néanmoins les courbes présentées ont montré que cette valeur était de l'ordre de 1400 m³/j en 2021 , et de 1140 m³/j aujourd'hui.										
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite										

## N° 2 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/03/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Besoins en Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre.</i>
<b>Constats :</b>  Une personne du secteur maintenance effectue des relevés journaliers manuels, sauf le week-end. Ces relevés sont reportés dans un tableau Excel que l'exploitant a présenté. Par ailleurs un outil de suivi informatisé interne (AVEVA) permet un reporting journalier (y compris le week-end) grâce aux compteurs sur le site. Depuis avril 2022, l'exploitant a indiqué suivre quotidiennement 23 points de mesure. Le suivi est accessible aux équipes techniques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/03/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements Pérennes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>La société FLANDRES PICARDIE LAIT [devenue LACTINOV] met en place les mesures pérennes suivantes d'économie d'eau sur le site :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en place d'une centrale de nettoyage aux ateliers réception et beurrerie ;</li><li>- installation d'un nettoyage par pistolet haute pression au niveau du nettoyage des camions ;</li><li>- mise en place d'une régulation automatique au niveau des dispositifs de refroidissement de l'homogénéisateur.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que ces équipements ont bien été mis en place. Il conviendra qu'il les évoque dans l'étude technico-économique qui lui sera prescrite en vue d'optimiser la gestion de l'eau sur le site (cf dernier chapitre du présent rapport), dans la partie des actions déjà menées sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>La consommation spécifique d'eau à usage industriel en lien avec l'activité de réception, traitement et transformation du lait est inférieure à 1,8 litre par litre de lait traité.</i> <i>L'exploitant réalise un bilan mensuel déterminant le ratio obtenu sur la période écoulée. Ce bilan, ses éléments de calculs et les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté plusieurs graphes de suivi qui montrent que ce ratio était de l'ordre de 2,6 l d'eau/l de lait en 2020 et de 2,3 l/l en 2023. Ce ratio est bien suivi mensuellement. Les graphes montrent des valeurs plus élevées l'été : l'exploitant l'explique par une production plus faible sur cette période mais un taux de nettoyage des équipements identique.  L'exploitant a précisé qu'en 2011 (année de la prescription de la valeur de 1,8 l/l) la production du site n'était constitué que de lait de consommation : il y avait moins de formules différentes et pas de produits diététiques comparé à la production actuelle. L'activité « beurre » est aussi une forte consommatrice d'eau.  A ce stade l'inspection des installations classées propose de ne pas donner suite à ce dépassement de la valeur limite fixée, mais demande à l'exploitant de détailler ce sujet dans l'étude technico-économique qui lui sera prescrite par ailleurs. Cette étude détaillera notamment les actions mises en place sur le sujet des économies d'eau depuis 2011, et permettra de déterminer si cette consommation spécifique est adaptée aux productions actuelles de l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il conviendra d'évoquer le sujet de la consommation spécifique d'eau à usage industriel dans l'étude technico-économique qui vous sera prochainement prescrite. L'étude détaillera notamment les actions mises en place sur le sujet des économies d'eau depuis 2011, et fera le lien avec l'évolution de la consommation spécifique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i> <i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan dont la dernière mise à jour date du 20/05/2016. L'intégralité du réseau est enterré. Le site dispose de deux arrivées d'eau. La répartition des compteurs sur le site existe sur un schéma différent du plan des réseaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection suggère à l'exploitant de localiser les différents compteurs d'eau sur le plan des réseaux d'alimentation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>Les secteurs concernés par les mesures et les niveaux de gestion définis pour chacun d'eux, en référence à l'arrêté cadre départemental du 25 octobre 2022 [ ...], sont présentés dans le tableau ci-dessous :</i></p> <p>Somme aval – Vigilance renforcée [sécheresse]</p> <p><i>Article 4 : Les mesures de vigilance ou de restrictions applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées en annexe 1 du présent arrêté :</i></p> <p><i>Vigilance : Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau : les activités industrielles et commerciales limitent au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eau est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle.</i></p> <p><i>Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel ou en réseau d'assainissement collectif d'eaux insuffisamment ou non traitées ou prétraitées. L'autosurveillance est renforcée.</i></p> <p><i>En vigilance renforcée mesures coordonnées de limitation des usages, sans réel enjeu de productivité économique, avec pour objectif de diminuer les consommations de 5 % fixées à la diligence des préfets.</i></p> <p>Passage au niveau de vigilance par AP du 28/08/2023 – abrogé par AP du 29/12/2023</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué que lors de l'été 2022 le personnel a été sensibilisé au sujet de la sécheresse par des affichages spécifiques et par la diffusion d'un film. En 2022 la Somme aval n'avait été placée qu'en niveau de vigilance sécheresse entre le 04/08 et le 31/10/2022. Il a aussi été décidé de réduire la fréquence de nettoyage extérieur des citernes à une fois par semaine.</p> <p>Un graphe présenté en séance montre un niveau de prélèvement moyen de l'ordre de 1180 m<sup>3</sup>/j en juillet 2023 et 1120 m<sup>3</sup>/j en août 2023. L'objectif de viser une diminution de 5 % des consommations sur la période de vigilance renforcée (entre juillet et août 2023) a donc été atteint.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m<sup>3</sup>/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département de la Somme a été organisée en visioconférence le 4 février 2021. Un nouveau point sur cette action a été fait lors d'une réunion en visioconférence sur le sujet des prélèvements d'eau à destination de toutes les ICPE soumises à Autorisation et enregistrement du département de la Somme le 11 avril 2023.

En 2023 le Ministre de la transition Ecologique et Solidaire a par ailleurs placé le sujet de la sécheresse parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées.

La commune de Abbeville est située dans le Bassin versant **Somme aval** placé en «**vigilance renforcée sécheresse** » par arrêté préfectoral du 17 juillet 2023 puis en vigilance par arrêté préfectoral du 28 août 2023, abrogé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2023.

En 2022, le bassin versant a été placé en situation de vigilance sécheresse du 4 août au 31 octobre 2022.

La société LACTINOV prélève ses eaux destinées au process industriel dans le réseau de distribution public de la commune d'Abbeville.

Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :

- fixation d'une limite maximale annuelle de prélèvement ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse. Pour permettre ces saisies, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but de réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.